Prolifération des armes nucléaires

- M. l'Orateur adjoint: Le député invoque-t-il le Règlement?
 - M. Beatty: Le député me permettrait-il une question?
- M. l'Orateur adjoint: Cela ne peut se faire qu'avec le consentement unanime de la Chambre.

Des voix: D'accord.

- M. Beatty: Le député a fait allusion à la haine des Noirs dans la motion d'aujourd'hui. Je me demande s'il pourrait éclairer notre lanterne et dire à la Chambre s'il accuse les députés de ce côté-ci de racisme?
- M. Stollery: Non, monsieur l'Orateur. Je ne les accusais pas de racisme. Je constatais simplement que la motion mentionne l'Inde et que tout le débat aujourd'hui a porté sur le tiers monde. Ce n'est pas du racisme.

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, si je prends part à ce débat, c'est que cette question m'inquiète en ma qualité de citoyenne et de parlementaire. Je suis vraiment effrayée de constater que la politique nucléaire du gouvernement n'a pas fait l'objet de beaucoup de discussions suvies ni d'analyses et que non seulement les parlementaires mais aussi le grand public ont eu si peu de renseignements concrets à ce sujet. Ce qui m'effraie encore davantage, ce sont les observations du député de Spadina (M. Stollery) qui a parlé de racisme dans un débat sur une question aussi importante pour le Canada et pour le monde entier. Il a fait des observations stupides et blessantes.

Des voix: Bravo.

Mlle MacDonald: Si nous, les oppositionnels, avons soulevé ce problème aujourd'hui, monsieur l'Orateur c'est que cette question est restée enveloppée d'un voile de mystère. L'évolution de l'industrie nucléaire au Canada au cours des 30 dernières années est restée secrète. Cela se serait peutêtre justifié au cours de la Seconde Guerre mondiale, mais maintenant, devant l'accroissement des investissements du Canada dans l'énergie nucléaire, tant sur le plan national que international, il faudrait un débat ouvert avec les Canadiens, afin de leur permettre de décider s'ils doivent accepter un engagement qui risque d'avoir des répercussions néfastes sur le plan de la santé et sur le plan écologique et d'aboutir à un holocauste nucléaire; le gouvernement doit organiser un débat ouvert et honnête et donner tous les renseignements pertinents aux Canadiens. S'il ne le fait pas, le gouvernement se soustrait à ses responsabilités en cette ère de l'énergie nucléaire qui est sans précédent dans l'histoire du genre humain.

• (2100)

Maints gouvernements d'autres pays ont reconnu qu'il leur incombait de présenter l'information nécessaire à leur population. Je pense particulièrement à la Suède où, à la suite d'un vif débat public sur l'énergie nucléaire, on a grandement réduit les programmes visant à accroître le pouvoir nucléaire de la Suède. Je pense aux États-Unis où un comité mixte du Sénat tient continuellement des audiences sur tous les aspects du développement nucléaire, et il a le droit de demander à des témoins de comparaître devant lui; des témoins qui détiennent des renseignements détaillés que le comité peut dévoiler au public.

En outre, aux États-Unis, avant de conclure un marché avec l'étranger, le gouvernement doit en soumettre les conditions au Congrès, et les membres ont l'occasion d'en discuter, de s'y opposer et d'obtenir des réponses à leurs questions. Cela ne s'est jamais produit à la Chambre. Aucun ministre n'estime qu'il devrait présenter à la Chambre les conditions des accords, avant leur signature. Ils ne font que les cacher sous le couvert du secret, C'est ainsi que cela se passe au Canada.

Des voix: Bravo!

Mlle MacDonald: On refuse constamment de fournir les renseignements légitimes demandés, et on n'a qu'à jeter un coup d'oeil au compte rendu de la Chambre pour voir que, jour après jour, question après question, le ministre nous donne le même genre de réponses. Il dit: je verrai si je peux déposer les renseignements lorsqu'on se sera mis d'accord, ou je ne crois pas que cette façon de procéder soit vraiment conforme à la procédure parlementaire, ou donne d'autres excuses. Le ministre croit-il, lorsqu'il donne ce genre de réponse, que les Canadiens ne s'intéressent pas à cette question? Croit-il qu'ils ne sont pas capables de la comprendre?

Le gouvernement signe à la légère des accords qui pourraient entraîner un holocauste nucléaire sans consulter le Parlement ni le peuple canadien. Quelle excuse donne-t-il? Quelles excuses les ministres donnent-ils lorsqu'on les interroge? La seule que j'ai entendue jusqu'ici, c'est qu'il incombe à l'opposition de faire un débat sur cette question. Aujourd'hui, l'opposition a lancé ce débat, et le gouvernement n'est pas encore prêt à fournir les renseignements. Je dis au ministre que ce n'est pas une question qui puisse être débattue en un jour à la demande de l'opposition. C'est une question assez importante pour faire l'objet d'une discussion permanente à l'échelle nationale et pour que le gouvernement assume la responsabilité d'animer le débat. Si je suis catégorique, c'est à cause de la situation terrifiante dans laquelle nous nous trouvons et dans laquelle nous plaçons le monde. Voyons un peu le chemin parcouru au cours des ans.

Le réacteur nucléaire qui a placé notre pays dans la course à l'atome a maintenant 30 ans d'âge. C'est le 5 septembre 1945 que le premier réacteur, d'ailleurs très petit à divergé pour la première fois dans le cadre d'un programme d'armements de temps de guerre.

Il n'était pas question de faire servir cette première réussite à des fins de destruction. Dès juin 1946, le gouvernement fédéral adoptait comme politique de ne pas fabriquer d'armement nucléaire, quoique il soit capable de la faire. Par cette décision, nous nous sommes placés dans une position tout à fait particulière parmi les nations; car, puissance nucléaire de première importance, nous refusions de nous doter d'un arsenal nucléaire.

Nous avons placé notre technique nucléaire sous le signe de l'utilisation pacifique. Nos savants ont joué un rôle important dans la mise de l'atome au service de l'humanité, et nos hommes d'Etat se sont taillé pour eux-mêmes et pour le pays une enviable réputation par leurs efforts pour empêcher une guerre nucléaire.